

# **Pas de bus d'apartheid à Harlem, félicitations à BPP !**

Le 21 janvier, le Gouvernement de la Province de Harlem, Pays-Bas, a annoncé sa décision de faire le choix de Connexxion comme future compagnie de transports publics pour Harlem et IJmond. Ceci veut dire que EBS, filiale européenne de l'israélienne EGGED, s'est retrouvée bredouille. La Large Plate-forme pour la Palestine (BPP) de Harlem a mené une forte campagne de pression contre l'octroi de ce contrat à EBS/EGGED, à cause de son implication dans la politique coloniale d'Israël.

EGGED gère les lignes de bus qui desservent toutes les colonies illégales d'Israël. Ces lignes ne sont pas accessibles aux Palestiniens. EGGED est donc non seulement complice de la colonisation illégale d'Israël sur la terre palestinienne, mais elle applique aussi la politique d'apartheid israélienne contre les Palestiniens.

Le Centre des Services et de la Recherche sur la Palestine (DocP) se réjouit de l'issue de cette démarche et félicite la BPP pour le succès de sa campagne.

Vous trouverez ci-dessous le communiqué que la Large Plate-forme pour la Palestine de Harlem a émis hier.

Bien à vous,

Sonja

---

## COMMUNIQUE DE PRESSE

La Large Plate-forme pour la Palestine de Harlem (BPP) est heureuse que la compagnie de bus EBS n'ait pas obtenu le contrat de 10 ans des transports publics par bus à Harlem et Ijmond. La compagnie, qui est complice de la violation des lois internationales par Israël dans les Territoires Palestiniens Occupés, a perdu les 320 millions d'euros du contrat. En décembre 2014, la BPP a mené une vaste campagne contre l'entrée possible d'EBS. Avec succès, comme on le voit maintenant.

En décembre, la BPP a peint les mots « Pas de place pour l'apartheid dans les bus » à la station de bus de Tempelierstraat. Elle s'est aussi adressée au Comité Provincial dirigé par l'officier ministériel de la Chambre provinciale. La campagne a été soutenue par une pétition qui a recueilli 500 signatures en une semaine. Les normes de l'OCDE et les Principes de Gouvernance de l'ONU sur Affaires et Droits de l'Homme (UNGPs) ont constitué le thème majeur de la campagne. Ces directives, auxquelles les Pays Bas sont liés, exigent que les sociétés et les gouvernements soient informés des possibles violations des droits de l'Homme dans la série de sociétés avec lesquelles ils font des affaires. De telles violations ne devraient pas être tolérées. La BPP a participé avec le Comité à l'écriture d'un important document dans ce but.

EGGED, maison mère d'EBS, est coupable de gérer des bus qui ne sont pas accessibles aux Palestiniens, instaurant ainsi un système d'apartheid. De plus, EGGED tire profit de ses lignes de bus vers les colonies illégales. Ces graves violations des directives ci-dessus auraient induit la responsabilité du Gouvernement Provincial.

Officiellement, EBS aurait été mis hors de course parce que Syntus et Connexxion étaient meilleurs. Quels critères ont été utilisés, cela n'est pas encore clair, mais les droits de

l'Homme ont dû y jouer un rôle. La BPP veut en savoir plus sur les critères utilisés et considère que la liberté de l'information exige que l'on mette cela au clair.

La campagne de la BPP fait partie de la campagne mondiale pour Boycott, Désinvestissement et Sanctions. De plus en plus, les sociétés israéliennes subissent le choc de cette campagne. Le rejet d'EBS sera ressenti en Israël comme le résultat d'une protestation contre les crimes d'Israël en Palestine occupée.

Traduction : J. Ch. pour BDS France